



La consommation des ménages est encore convalescente en 2014

En 2014, le pouvoir d'achat des ménages se redresse nettement grâce, notamment, à la stabilité des prix. Consommation et épargne des ménages en bénéficient. La dépense de consommation des ménages continue ainsi de se redresser doucement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013 et - 0,3 % en 2012) et leur taux d'épargne progresse pour la première fois depuis 2010.

L'année 2014 est marquée par la stabilité des achats d'automobiles, après deux années de forte baisse, et par le retour à la croissance des dépenses liées aux loisirs et à la culture. De plus, les biens technologiques ont toujours la faveur des ménages. En revanche, la consommation en services de télécommunications et en produits alimentaires ralentit un peu. Les dépenses liées au logement se replient du fait des dépenses de chauffage, qui baissent nettement en 2014, atténuées par une météo particulièrement douce.

Nathalie Morer, division Synthèses des biens et services, Insee

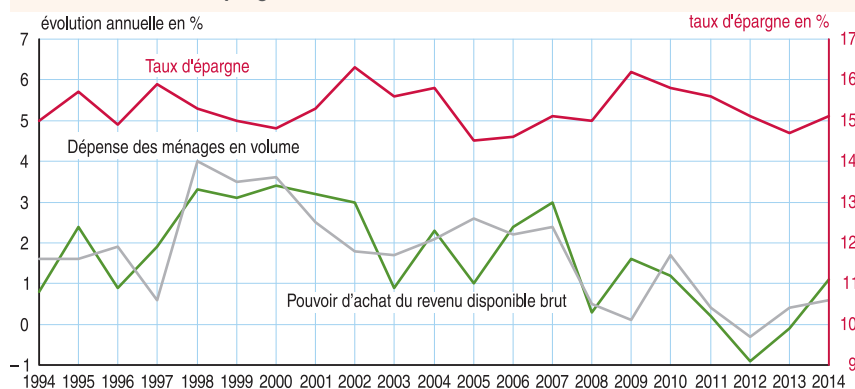
En 2014, en volume (*définitions*), la dépense de consommation des ménages (*définitions*) augmente à nouveau, après s'être redressée en 2013 (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013 et - 0,3 % en 2012). Son rythme de croissance reste toutefois nettement inférieur à celui d'avant-crise (+ 2,2 % entre 2000 et 2007). La consommation effective des ménages (*définitions*), qui inclut en outre les dépenses directement financées par la collectivité, progresse de manière plus

dynamique (+ 0,9 %). Elle est soutenue à la fois par la dépense de consommation individualisable (*définitions*) des administrations publiques et par celle des institutions sans but lucratif au service des ménages (+ 1,9 % dans les deux cas). Au total, la consommation effective des ménages contribue pour 0,7 point à la croissance du produit intérieur brut (PIB ; + 0,2 %), alors que leur dépense de consommation n'y contribue que pour 0,3 point.

En valeur, le revenu disponible brut des ménages s'accroît à un rythme plus soutenu qu'en 2013 (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013). Cette évolution intervient dans un contexte de stabilité des prix (0,0 % après + 0,8 %). En conséquence, après deux années de contraction, le pouvoir d'achat augmente nettement (+ 1,1 % ; *figure 1*). Comme le pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus perçus par les ménages, celui du revenu individuel, c'est-à-dire du revenu moyen par unité de consommation, est à nouveau orienté à la hausse (+ 0,7 %), après trois années de baisse. Une fois déduites les dépenses « pré-engagées » (*définitions*), le pouvoir d'achat du revenu arbitral (*définitions*) individuel rebondit également (+ 1,5 %). En effet, les dépenses pré-engagées progressent moins rapidement que les autres dépenses (+ 0,1 % en valeur contre + 0,8 %). Ceci s'explique avant tout par la baisse des dépenses énergétiques dans les logements, qui compense la hausse des autres dépenses pré-engagées, dont principalement celles liées aux loyers et à l'assurance.

En 2014, la dépense de consommation des ménages croît moins vite que leur revenu

1 Évolutions de la dépense des ménages, du pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du taux d'épargne



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

2 Évolutions de la consommation, des prix, du revenu et du taux d'épargne

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Consommation effective (en volume)	0,6	0,6	1,9	0,7	0,2	0,6	0,9
Dépense de consommation (en volume)	0,5	0,1	1,7	0,4	-0,3	0,4	0,6
Prix de la consommation effective	2,6	-0,8	1,1	1,5	1,2	0,7	0,0
Prix de la dépense de consommation	2,8	-1,5	1,2	1,8	1,4	0,8	0,0
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté*	0,5	1,7	1,4	0,5	-0,3	0,2	1,3
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	0,3	1,6	1,2	0,2	-0,9	-0,1	1,1
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	15,0	16,2	15,8	15,6	15,1	14,7	15,1
Taux d'épargne financière (en % du revenu disponible brut)	4,2	7,1	6,5	6,1	5,6	5,3	6,1

* Voir définitions.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3 Dépense de consommation de biens durables

	Évolution en volume					Poids dans la valeur de la consommation en 2014
	2010	2011	2012	2013	2014	
Automobiles, dont :	-1,2	0,9	-10,3	-7,9	-0,1	3,2
automobiles neuves	-1,2	-1,3	-15,1	-9,7	-0,2	2,1
Téléviseurs	20,8	4,7	-6,8	-5,0	11,9	0,2
Réfrigérateurs, congélateurs	4,7	4,3	0,8	0,7	3,9	0,1
Lave-linge	7,3	0,9	2,7	-0,4	4,1	0,1
Meubles	2,2	0,9	-3,8	-3,7	-2,2	1,2
Autres biens durables*	2,7	4,4	2,2	3,0	4,6	3,7
Ensemble des biens durables	1,9	2,5	-4,0	-2,4	2,0	8,5

* Matériel téléphonique, lecteurs de DVD, lave-vaisselle, appareils de cuisson, caravanes, cycles et motocycles, etc.

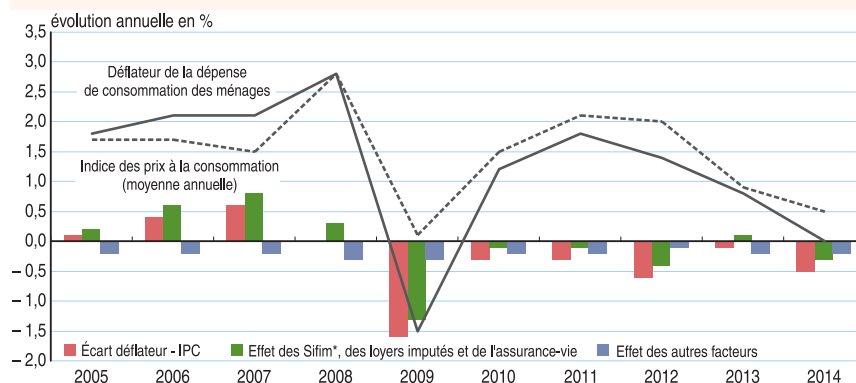
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Origines des écarts entre le déflateur de la dépense de consommation et l'indice des prix à la consommation

Le calcul du déflateur de la dépense de consommation s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. Notamment, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), les loyers imputés (définitions) et l'assurance-vie sont intégrés dans le champ de la consommation de la comptabilité nationale. Par ailleurs, les définitions de la dépense de consommation retenues respectivement par l'IPC et la comptabilité nationale diffèrent : pour l'assurance-dommage, par exemple, l'IPC considère que la dépense de consommation est égale aux primes brutes, alors que la comptabilité nationale retient les primes nettes des indemnités ; ou encore, la comptabilité nationale considère que le crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile minore les dépenses de consommation des ménages, ce qui n'est pas le cas de l'IPC. Enfin, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé. Au total, entre 2005 et 2014, l'écart entre les deux indices de prix varie entre -1,6 point et +0,6 point selon les années (figure).

En 2014, les prix de la dépense de consommation restent stables (0,0 %). Le déflateur de la dépense de consommation est ainsi inférieur à l'évolution de l'IPC qui s'établit, en moyenne annuelle, à +0,5 %. La baisse des prix de l'assurance-vie (-17,7 %) contribue à abaisser le déflateur de 0,3 point et les Sifim de 0,1 point. Les loyers imputés jouent dans le sens contraire (+0,1 point). Hors loyers imputés, Sifim et assurance-vie, le déflateur de la dépense de consommation des ménages est inférieur de 0,2 point à l'évolution moyenne de l'IPC. Cet écart résiduel s'explique par la prise en compte de produits non suivis par l'IPC (comme l'autoconsommation ou les jeux de hasard), par des effets de pondération et par le traitement différent de certains produits comme l'assurance-dommage et les télécommunications.

Écart entre le déflateur de la dépense de consommation des ménages et l'indice des prix à la consommation (IPC)



* Sifim : services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

disponible brut (+0,6 % contre +1,1 % en valeur). Leur taux d'épargne remonte en conséquence de 0,4 point en 2014. Après avoir augmenté de plus d'un point en 2009, il avait continuellement reculé jusqu'en 2013. Il se situe désormais à son niveau d'avant-crise, soit 15,1 % (figure 2).

La consommation en automobile se stabilise

Dans le sillage des achats d'automobiles, les dépenses en transports restent stables en 2014 (+0,1 % en volume après -2,6 % en 2013). En effet, après plusieurs années de contraction, la chute des achats d'automobiles neuves et d'occasion est enrayerée en 2014 (-0,1 % en volume après -7,9 % ; figure 3). Ce mouvement traduit aussi bien celui du marché du neuf (-0,2 % après -9,7 % en 2013) que celui de l'occasion (0,0 % après -3,9 %). Les voitures à essence soutiennent toujours le marché du neuf : leur nombre d'immatriculations progresse nettement, comme en 2013 (+6,6 %). En revanche, les ventes de voitures à moteur Diesel continuent de se replier (-7,4 %). Celles-ci représentent 52 % des immatriculations, soit 3 points de moins qu'en 2013. Par ailleurs, les ménages privilégiés de plus en plus les petites voitures économes (cinq chevaux fiscaux ou moins), dont la part atteint 58 % (57 % en 2013).

La consommation de carburants et lubrifiants repart timidement à la hausse après six années de baisse (+0,2 % après -2,2 % ; figure 4). Ceci s'explique par l'arrêt du recul, continu depuis onze ans, de la dépense en essence : celle-ci est stable en 2014 (0,0 % après -4,0 %). En revanche, la dépense en gazole se redresse (+0,8 % en volume après -1,1 %). Comme en 2013, le prix des carburants et lubrifiants se contracte en 2014 (-3,9 % après -2,4 %) sous l'effet du recul des prix du baril de pétrole, en forte baisse sur le second semestre 2014.

Les dépenses en transports aériens s'accroissent plus modérément qu'en 2013 (+1,2 % en volume après +3,3 %). Comme en 2013, les dépenses en transports collectifs ferroviaires et routiers se réduisent (respectivement -3,1 % et -0,9 % en volume).

Repli des dépenses liées au logement

Les dépenses pré-engagées sont les dépenses sur lesquelles les ménages peuvent difficilement influencer à court terme. En 2014, elles représentent 29,0 % du revenu disponible brut des ménages, une part en recul de 0,3 point en un an.

L'essentiel des dépenses pré-engagées des ménages (78,4 % en 2014) correspond à leurs dépenses pour se loger (définitions) et pour chauffer et éclairer leur logement. Ces dépenses liées au logement diminuent en 2014 (-1,1 % en volume après +1,2 % en 2013). Comme en 2011, les températures particulière-

ment clémentes limitent les dépenses de chauffage et d'éclairage (-10,7 % après +2,9 % en 2013).

Ainsi, en 2014, la consommation d'électricité recule de 9,6 % en volume, celle de gaz de 14,7 % et celle de fioul domestique de 9,7 % (après respectivement +5,0 %, +0,8 % et +1,5 % en 2013). Les prix des dépenses de

chauffage et d'éclairage ralentissent nettement (+2,0 % après +4,1 %). En effet, le prix du fioul domestique se replie nettement (-6,7 % après -3,1 %) en lien avec le recul des produits pétroliers. Le prix du gaz est stable (+0,1 % après +4,4 %). En revanche, le prix de l'électricité reste très dynamique (+5,7 % après +6,5 %).

En valeur, les loyers directement pris en charge par les ménages, c'est-à-dire après déduction des aides au logement, continuent de ralentir (+2,2 % après +2,5 %). En effet, l'indice de prix des loyers progresse plus modérément qu'en 2013 (+0,9 % après +1,3 %) : il suit le ralentissement de l'indice de référence des loyers (IRL), sur lequel sont indexés les loyers du parc privé et, depuis 2011, ceux du parc social. Ainsi, en dehors d'un rebond en 2012, l'indice de prix des loyers n'a cessé de décélérer depuis le milieu des années 2000. Les aides au logement, quant à elles, continuent à augmenter en 2014, mais à un rythme moindre qu'en 2013 (+2,4 % en valeur après +3,7 %).

4 Évolution de la consommation des ménages par fonction

	Poids dans la valeur de la consommation effective		Évolution en volume			Évolution en prix			Valeur 2014 (en milliards d'euros)
	2004	2014	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
	en %								
Consommation effective des ménages, dont :	100,0	100,0	0,2	0,6	0,9	1,2	0,7	0,0	1 516,8
Dépense de consommation des ménages	76,4	75,1	-0,3	0,4	0,6	1,4	0,8	0,0	1 139,0
Alimentation et boissons non alcoolisées	10,2	10,0	0,5	1,0	0,6	3,1	1,2	-1,2	151,9
Produits alimentaires, dont :	9,4	9,2	0,6	1,0	0,5	2,9	1,4	-1,2	138,9
pain et céréales	1,5	1,6	1,0	1,8	0,1	1,7	0,6	-0,3	23,8
viandes	2,6	2,5	0,0	-0,7	-0,9	2,9	2,7	0,8	37,8
poissons et crustacés	0,6	0,6	-1,6	-1,4	-1,7	2,1	1,7	0,7	8,4
lait, fromages et œufs	1,3	1,3	1,4	1,2	0,4	1,4	-1,1	0,8	20,3
fruits et légumes	1,9	1,9	0,6	2,5	2,3	6,0	3,4	-5,6	28,4
Boissons non alcoolisées	0,8	0,9	0,0	1,1	1,2	5,1	-0,8	-1,7	13,0
Boissons alcoolisées et tabac	2,8	2,7	-2,1	-2,9	-2,0	5,1	5,3	3,4	40,8
Boissons alcoolisées	1,4	1,4	-0,7	0,1	0,4	4,0	3,9	1,6	20,6
Tabac	1,4	1,3	-3,6	-5,8	-4,5	6,2	6,8	5,2	20,1
Articles d'habillement et chaussures	3,9	3,2	-1,7	-1,0	1,9	2,2	1,0	0,1	49,1
Articles d'habillement	3,3	2,6	-1,6	-1,0	2,6	2,3	0,7	-0,1	39,9
Chaussures	0,7	0,6	-2,4	-1,2	-0,9	1,5	2,0	1,0	9,2
Logement, chauffage, éclairage, dont :	18,5	20,1	1,9	1,2	-1,1	2,5	1,8	1,3	305,2
location de logement	13,4	14,5	1,2	1,2	1,3	1,6	1,3	0,9	220,1
chauffage, éclairage	2,9	3,2	7,1	2,9	-10,7	5,6	4,1	2,0	48,9
Équipement du logement, dont :	4,4	3,9	-1,6	-1,6	0,1	1,6	0,5	-0,2	59,9
meubles, tapis	1,2	1,0	-3,7	-3,6	-2,0	1,4	1,1	0,7	15,8
appareils ménagers	0,7	0,6	2,9	1,1	2,2	-1,9	-2,2	-2,1	9,0
Santé, dont :	2,9	3,2	2,2	2,6	1,7	-0,2	-0,6	-0,6	48,7
médicaments	1,2	1,3	3,6	3,4	2,4	-1,8	-2,5	-2,1	19,4
médecine non hospitalière	1,3	1,5	1,2	2,0	1,0	0,8	0,7	0,5	22,1
Transport, dont :	10,6	9,8	-4,0	-2,6	0,1	3,1	0,4	0,2	148,8
achats de véhicules	3,3	2,6	-10,0	-7,7	0,2	2,5	1,5	1,5	38,9
carburants, lubrifiants	2,5	2,4	-1,6	-2,2	0,2	4,9	-2,4	-3,9	37,0
services de transports	1,5	1,7	0,7	0,6	0,1	2,4	0,8	1,7	26,5
Communications^(e), dont :	2,5	1,9	11,0	12,8	6,8	-15,1	-16,1	-7,2	29,1
services de télécommunications	2,1	1,5	8,5	11,2	2,5	-16,3	-17,4	-5,6	23,4
Loisirs et culture, dont :	7,3	6,2	-1,4	-1,1	0,6	0,3	-0,3	-0,3	94,4
appareils électroniques et informatiques ^(e)	1,8	1,1	-0,1	-0,2	1,6	-6,2	-6,6	-6,3	17,3
services culturels et récréatifs ^(e)	2,2	2,3	-0,9	-0,2	0,9	2,7	1,5	1,6	34,2
presse, livres et papeterie ^(e)	1,2	0,8	-3,2	-4,3	-3,6	2,4	1,9	1,5	12,8
Éducation	0,5	0,7	2,9	-1,3	3,0	1,1	0,7	0,5	10,2
Hôtels, cafés et restaurants	5,1	5,0	-0,8	-1,4	-0,9	2,8	2,2	2,7	75,5
Autres biens et services, dont :	8,7	8,7	0,2	1,8	1,2	-0,9	2,1	-2,4	131,5
soins personnels	1,7	1,7	0,7	0,4	1,0	1,3	0,3	-0,6	25,1
action sociale	1,3	1,6	1,2	7,0	1,3	2,6	2,1	1,7	24,4
assurances	2,7	3,0	0,3	2,2	1,6	-1,2	6,2	-5,7	46,1
Sifim ¹	0,9	0,3	2,1	0,6	-0,2	-25,2	-14,4	-15,9	5,1
Correction territoriale	-1,1	-0,4	45,5	-3,6	-40,6	1,8	0,4	0,0	-6,0
Dépense de consommation des ISBLSM²	2,6	2,9	0,7	0,3	1,9	1,8	2,4	0,7	44,3
Dépense de consommation des APU³, dont :	21,0	22,0	1,7	1,6	1,9	0,4	0,4	0,1	333,5
santé	9,4	9,8	2,6	2,6	3,2	-0,5	-0,1	-0,5	149,1
éducation	6,4	6,2	0,4	0,9	0,5	0,4	0,2	0,5	93,9
action sociale	3,2	3,7	1,9	-0,3	1,1	2,0	1,6	1,0	56,3
logement	1,0	1,0	0,7	2,2	1,4	1,7	1,5	1,0	15,4

1. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés. 2. Dépense de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages. 3. Dépense de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

(e) Principaux postes concernés par l'économie de l'information.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Les biens technologiques soutiennent la consommation

En 2014, la dépense de consommation en biens et services de l'économie de l'information continue de se replier en valeur, comme chaque année depuis 2009 (-1,6 % en 2014 après -4,6 % en 2013). La baisse marquée et ininterrompue des prix se poursuit (-4,6 % en 2014) et la dépense en volume décélère (+3,1 % après +4,7 %). Ce ralentissement est imputable aux services de télécommunications (+2,5 % en volume après +11,2 %). En revanche, le marché des téléphones mobiles demeure extrêmement dynamique (+46,0 % en volume), en lien avec l'essor des Smartphones. Si le nombre de ventes de téléphones avec engagement s'effondre, celui de Smartphones sans engagement explose à nouveau cette année (+70 %), renforçant encore la suprématie des Smartphones sur le marché. Ceux-ci représentent en effet les trois quarts des achats de téléphones en 2014 (deux tiers en 2013).

De plus, les produits de l'électronique grand public (téléviseurs, consoles de jeux...) retrouvent la faveur des ménages (+10,6 % en volume après -3,6 %). Le marché du téléviseur bénéficie de nombreuses innovations et de l'effet « Coupe du monde de football » alors que les nouvelles consoles de jeu, sorties pour Noël 2013, remportent un vif succès en 2014.

Les dépenses de culture et loisirs à nouveau orientées à la hausse

Après deux années de recul, les dépenses liées à la culture et aux loisirs sont à nouveau orientées à la hausse en 2014 (+0,6 % en volume après -1,1 %). Le rebond de la consommation en jouets et articles pour activités de plein air et jardinage y contribue. Après deux années de nette contraction, la fréquentation des salles de cinéma augmente à nouveau en 2014 (+8,2 %) : avec 208 millions d'entrées, elle se rapproche du record des années 2010 et 2011. Après un recul de 1,0 % en 2013, la consommation en jeux de hasard se redresse

de 0,6 % en volume en 2014 : elle est soutenue par les jeux de loterie et par les paris sportifs dopés par la Coupe du monde de football. En revanche, l'attractivité des jeux de cercle en ligne, des paris hippiques et des casinos s'estompe.

Pour la septième année consécutive, la consommation des ménages en presse et livres, y compris papeterie, se replie (- 3,6 % en volume, après - 4,3 % en 2013) : la baisse atteint 23,8 % par rapport à 2007. De même, les ventes physiques de disques et celles de DVD se contractent encore (respectivement - 7,1 % et - 13,1 %) alors que les achats de musique en ligne se développent de plus en plus.

Les dépenses de consommation dans les hôtels, cafés et restaurants restent également orientées à la baisse (- 0,9 % en volume après - 1,4 %). Seule la dépense d'hébergement en camping progresse cette année encore, au contraire des autres composantes de l'hébergement qui diminuent de nouveau.

La consommation en assurances décélère

La consommation des ménages en assurances progresse moins fortement en 2014 qu'en 2013 (+ 1,6 % en volume après + 2,2 % en 2013). Ceci s'explique par le repli de l'assurance santé (- 0,2 % après + 2,6 %) et le ralentissement, pour la troisième année consécutive, de l'assurance automobile (+ 2,4 % après + 3,2 %). En revanche, l'assurance logement se redresse (+ 0,7 % en volume après - 1,3 %) et l'assurance-vie est plus dynamique qu'en 2013 (+ 3,6 % après + 2,7 %). Tout en décélérant nettement, l'évolution des prix des assurances logement et habitation reste soutenue (respectivement + 3,0 % et + 2,9 %) alors que les prix des autres assurances sont en recul.

Les dépenses de santé des ménages augmentent à un rythme moindre en 2014 qu'en 2013 (+ 1,7 % en volume après + 2,6 % en 2013). En revanche, les soins pris en charge par la collectivité (médicaments, médecine de ville et hôpitaux) s'accroissent plus vivement (+ 3,2 % après + 2,6 %), principalement du fait du nouveau traitement de l'hépatite C.

La consommation alimentaire ralentit légèrement

La consommation de produits alimentaires et boissons non alcoolisées ralentit légèrement (+ 0,6 % en volume après + 1,0 %), malgré le reflux des prix (- 1,2 % après + 1,2 %). Elle est soutenue par la consommation de fruits qui rebondit en 2014 (+ 4,7 % en volume après - 0,7 %) et bénéficie d'une forte baisse de prix (- 4,6 % après + 6,2 %). Au contraire, alors que leur prix se contracte aussi fortement que celui des fruits (- 4,6 % après + 1,2 %), la consommation de légumes est moins dynamique qu'en 2013 (+ 1,2 % après + 4,2 %). La baisse des achats de poissons et fruits de mer et celle des achats de viande s'intensifient (respectivement - 1,7 % et - 0,9 % en volume après - 1,4 % et - 0,7 %), alors que leurs prix ralentissent.

Probablement concurrencée par le développement des cigarettes électroniques, la consommation de tabac continue de décroître (- 4,5 % en volume après - 5,8 %). La hausse des prix reste par ailleurs soutenue, même si elle est un peu moins vive en 2014 (+ 5,2 % après + 6,8 % en 2012). Ainsi, compte tenu de ses hausses successives, le prix du tabac a progressé de près de 50 % en dix ans.

Après trois années de contraction, les dépenses en habillement et chaussures repartent à la hausse (+ 1,9 % après - 1,0 %) dans un contexte de stabilité des prix (+ 0,1 % après + 1,0 %). Ce mouvement traduit le rebond de la consommation de vêtements, alors que celle de chaussures est toujours orientée à la baisse. ■

Définitions

Dans l'ensemble du texte, les évolutions sont en **volume**, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

La **dépense de consommation des ménages** se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé et d'éducation restant à leur charge.

La **consommation effective des ménages** est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables des administrations publiques (APU) et des

institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les **consommations individualisables** sont celles qui bénéficient directement aux ménages tout en étant prises en charge par la collectivité. C'est le cas en particulier de dépenses pour l'éducation, la santé, l'action sociale et le logement.

Les **dépenses « pré-engagées »** sont celles qui sont supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Suivant les préconisations du rapport de la Commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages » (février 2008), ces dépenses comprennent :

- les dépenses liées au logement, y compris les loyers imputés et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;
- les services de télécommunications ;
- les frais de cantine ;
- les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- les assurances (hors assurance-vie) ;
- les services financiers.

Le **revenu arbitral** retire du revenu disponible brut les dépenses pré-engagées.

Le **revenu disponible brut ajusté** ajoute au revenu disponible brut les dépenses individualisables des APU et des ISBLSM.

Les **dépenses de consommation des ménages en logement** incluent les loyers versés par les locataires (aides au logement déduites), mais également les **loyers imputés**, que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

Bibliographie

- Arnaud F., Debauche E., Laurent T., « Les comptes de la Nation en 2014 - Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1549, mai 2015.
- Gateaud G. *et al.*, « Depuis la crise de 2008, les ménages réduisent leurs achats des biens et services les plus faciles à couper ou reporter », *Insee Références L'économie française*, édition 2015, juin 2015.

Direction Générale :

18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14

Directeur de la publication :

Jean-Luc Tavemier

Rédacteur en chef :

E. Nauze-Fichet

Rédacteurs :

J.-B. Champion, A. Houlou-Garcia,
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu

Maquette : C. Kohler

Impression : Jouve

Code Sage IP151554

ISSN 0997 - 3192

© Insee 2015

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :

www.insee.fr/collections-nationales

- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) :

<http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :

<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

